

Qualité de l'air intérieur des ERP : ce qui change depuis le 1^{er} janvier

Sous l'effet de la crise sanitaire et de divers retours d'expérience, la surveillance de la qualité de l'air dans les établissements publics accueillant des populations sensibles, comme les crèches et les écoles, a été renforcée. A compter de 2023, un nouveau dispositif prévoit notamment d'accroître la fréquence des contrôles.

L'air intérieur est jusqu'à 9 fois plus pollué que l'air extérieur. Les sources de pollution dans un espace clos sont multiples. Elles peuvent provenir des matériaux de construction, de l'ameublement (peinture, colles, vernis), des produits d'entretien ménager, de la pollution extérieure, etc.

Or on constate que la ventilation est souvent mal traitée dans les bâtiments. D'après la fédération des métiers de l'air, 50% des bâtiments neufs ont une ventilation défectueuse ! Selon le Bureau Veritas, 90% des installations tertiaires présentent des non-conformités, aux origines multiples (conception, réalisation, maintenance, utilisation...) ; plus ou moins graves, les conséquences ont un impact direct sur le bâti, la consommation d'énergie, le confort et la santé des occupants.

En particulier, si l'air intérieur n'est pas suffisamment renouvelé chaque jour, les personnes exposées aux polluants sont susceptibles de ressentir des effets à court et long terme sur leur santé. Une mauvaise qualité de l'air intérieur est responsable de troubles physiques : maux de tête, fatigue, irritation des yeux, du nez et de la gorge, asthme, allergies respiratoires.

La surveillance et la mise en œuvre de solutions pour améliorer la qualité de l'air intérieur (QAI), sont donc devenues des enjeux majeurs de santé publique. En 2013, le Plan d'actions sur la qualité de l'air intérieur dans les espaces clos a été lancé par les ministères de l'Environnement et de la Santé. La surveillance de la QAI est une obligation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 dans les écoles maternelles, élémentaires et crèches.

Pour une meilleure qualité de l'air

dans les lieux accueillant des enfants et adolescents

Guide pratique 2019

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

1. LOCALISATION ET GESTION GLOBALE DES LOCAUX

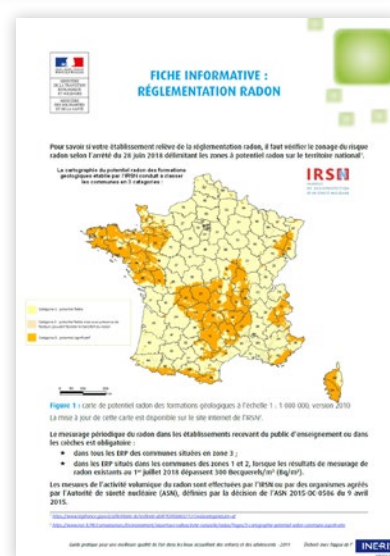
Document à remplir par l'établissement pour chaque établissement

Informations générales : Nom de l'établissement, Adresse, Code postal, Ville, Département, Région, Pays, Date de l'inspection, Nom de l'inspecteur, Nom de l'établissement, Adresse, Code postal, Ville, Département, Région, Pays.

Mesures de la qualité de l'air

Document à remplir par l'établissement pour chaque établissement

Informations générales : Nom de l'établissement, Adresse, Code postal, Ville, Département, Région, Pays, Date de l'inspection, Nom de l'inspecteur, Nom de l'établissement, Adresse, Code postal, Ville, Département, Région, Pays.



Depuis le 1^{er} janvier 2020, cette surveillance s'est étendue pour les centres de loisir, collèges et lycées.

Le quatrième plan national Santé Environnement, élaboré à la suite de la crise sanitaire, a prévu une nouvelle évolution de la surveillance de la qualité de l'air intérieur (QAI) dans certains établissements recevant du public (ERP), comme les écoles et les crèches. Cette évolution est précisée par deux décrets et trois arrêtés parus fin 2022.

Évaluations, autodiagnostic et plan d'actions

Le nouveau dispositif repose en particulier sur **l'évaluation annuelle** des moyens d'aération des bâtiments, incluant notamment la mesure à lecture directe de la concentration du dioxyde de carbone comme traceur du renouvellement de l'air intérieur. Cette évaluation peut être effectuée par les services techniques de la collectivité, des gestionnaires du bâtiment ou tout autre prestataire technique.

D'autre part, les textes prévoient la réalisation d'un **autodiagnostic régulier** de la QAI - à minima tous les quatre ans. Il permettra un focus sur les sources d'émissions de substances polluantes au regard notamment «des matériaux et de l'équipement du site ainsi que des activités qui y sont exercées», de «l'entretien des systèmes de ventilation et des moyens d'aération» ou encore «des travaux et des activités de nettoyage».



Une **campagne de mesures des polluants réglementaires** (formaldéhyde, benzène, CO₂) sera par ailleurs réalisée par un organisme accrédité à «chaque étape clé de la vie du bâtiment» pouvant impacter la QAI (réalisation de travaux, aménagements...), et ce dans un délai de sept mois.

Enfin, un **plan d'actions**, prenant en compte l'évaluation annuelle des moyens d'aération, l'autodiagnostic et/ou la campagne de mesures est par ailleurs prévu. Il sera réalisé au plus tard «dans les quatre ans suivant l'entrée en vigueur du décret», puis régulièrement actualisé pour proposer des «actions correctives» à mettre en œuvre pour améliorer la QAI.



Elargissement du dispositif en 2025

Le nouveau dispositif s'applique dès cette année aux établissements déjà concernés, à savoir crèches et écoles, collèges, lycées et accueils de loisirs. Il est en revanche prévu un report d'application à 2025 à d'autres ERP (structures sociales et médico-sociales, établissements pénitentiaires pour mineurs, etc.), «pour permettre un temps d'adaptation aux collectivités et leur proposer des outils adéquats», à commencer par un guide d'accompagnement réalisé par le Cerema. Des recommandations de mesures supplémentaires pourraient y être proposées portant sur d'autres polluants.



Ce qui change depuis le 1^{er} janvier 2023

Pour les crèches, écoles maternelles et élémentaires, centres de loisirs, collèges et lycées :

- l'évaluation des moyens d'aération, à laquelle s'ajoutent des mesures de CO₂, devient annuelle.
- tous les 4 ans, un autodiagnostic, selon le guide CEREMA, doit être réalisé.
- à chaque étape clef de la vie du bâtiment (par exemple, une rénovation d'ampleur), une campagne de mesure de polluants par un organisme accrédité devient obligatoire.
- l'ensemble des contrôles doit être suivi d'un plan d'action à mettre à jour annuellement.

Pour les structures sociales et médico-sociales et les établissements pénitentiaires pour mineurs, toutes ces règles devront s'appliquer au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Références réglementaires :

- [décret n° 2022-1689](#) du 27 décembre 2022 modifiant le code de l'environnement en matière de surveillance de la qualité de l'air intérieur ;
- [décret n° 2022-1690](#) du 27 décembre 2022 modifiant le décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public ;
- [arrêté du 27 décembre 2022](#) modifiant l'arrêté du 1er juin 2016 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public ;
- [arrêté du 27 décembre 2022](#) modifiant l'arrêté du 1er juin 2016 relatif aux modalités de présentation du rapport d'évaluation des moyens d'aération ;
- [arrêté du 27 décembre 2022](#) fixant les conditions de réalisation de la mesure à lecture directe de la concentration en dioxyde de carbone dans l'air intérieur au titre de l'évaluation annuelle des moyens d'aération, JO du 29 décembre 2022, textes n° 34, 35, 46, 59 et 60.

Pour en savoir plus :

Le guide QAI du Ministère de l'écologie :

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide-complet-QAI-web.pdf>

Actualités du Cerema :

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-interieur-etablissements-recevant-du-public>

La Banque des Territoires :

<https://www.banquedesterritoires.fr/qualite-de-lair-interieur-des-etablissements-publics-une-serie-de-textes-reglementaires-redonne-du>

Magazine du Bureau Veritas :

<https://www.bureauveritas.fr/magazine/qualite-de-lair-interieur-un-nouveau-souffle-en-2023>

Blog Air et Santé :

<https://www.air-et-sante.fr/blog/qai-janvier-2023/>